



AGH PARIS

42 bis, Boulevard Richard-Lenoir
75011 PARIS
Tél : 01.55.78.55.00

ADSF

Siège social : 18, rue Bernard Dimey, 75018 Paris

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2023

Cabinet AGH PARIS

Siège social : 42 bis, Boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de **PARIS**

42bis, Boulevard Richard-Lenoir
75011 Paris
Tél : 01.55.78.55.00

72, Avenue Daniel Perdrigé
93370 MONTFERMEIL
Tél. : 01 45 09 36 36

12, rue Notre Dame
77100 MEAUX
Tél : 01.60.22.94.39

9 bis, rue Jean Jaures
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Tel : 01.55.60.00.13

Société inscrite auprès de l'Ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux
Comptes de Paris

AGH PARIS SARL au capital de 800 000,00 € - R.C.S PARIS B 453 887 135 – TVA FR55453887135

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ADSF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 07/06/2024

Pour le commissaire aux comptes
AGH PARIS

Aude GUMUCHIAN
Commissaire aux comptes

Pour le commissaire aux comptes
AGH PARIS

Mamadi CAMARA
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	112 969	66 469	46 500	17 416
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	6 200	-	6 200	6 200
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 040	-	1 040	1 040
TOTAL (I)	120 209	66 469	53 740	24 656
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés				
Créances reçu par legs ou donations				
Autres	501 016	-	501 016	696 672
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	401 053	-	401 053	407 774
Charges constatées d'avance	972	-	972	-
TOTAL (II)	903 040	-	903 040	1 104 447
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 023 249	66 469	956 781	1 129 102

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	174 569	111 025
Excédent ou déficit de l'exercice	38 921	63 544
Situation nette (sous total)	213 489	174 569
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	213 489	174 569
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	172 500	159 767
TOTAL (II)	172 500	159 767
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	2 969
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	-	2 969
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	110 392	53 349
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	111 685	119 185
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 880	930
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	345 834	618 334
TOTAL (IV)	570 791	791 798
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	956 781	1 129 102

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	1 400	1 015	385
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	790	850	(60)
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	485 352	386 808	98 545
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	137 641	378 278	(240 637)
Mécénats	-	21	(21)
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières	370 000	-	370 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 615	-	2 615
Utilisations des fonds dédiés	159 767	377 974	(218 207)
Autres produits	3 565	234	3 330
TOTAL (I)	1 161 131	1 145 180	15 951
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	17 537	12 473	5 064
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	264 712	194 969	69 743
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	22 803	22 052	751
Salaires et traitements	460 658	479 180	(18 521)
Charges sociales	166 521	171 935	(5 414)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 890	6 183	(293)
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés	172 500	159 769	12 731
Autres charges	10 788	217	10 571
TOTAL (II)	1 121 409	1 046 778	74 631
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	39 722	98 402	(58 680)
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	1 091	367	724
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	1 091	367	724
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	-	-	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 091	367	724

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	40 813	98 769	(57 956)
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	-	11 666	(11 666)
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 969	1 251	1 718
TOTAL (V)	2 969	12 917	(9 948)
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	4 861	45 173	(40 312)
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	2 969	(2 969)
TOTAL (VI)	4 861	48 142	(43 281)
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(1 892)	(35 225)	33 333
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	1 165 191	1 158 464	6 727
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 126 270	1 094 920	31 350
EXCEDENT OU DEFICIT	38 921	63 544	(24 623)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	26 135	13 771	12 364
Prestations en nature			
Bénévolat	59 295	35 568	23 727
TOTAL	85 430	49 339	36 091
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens	26 135	13 771	12 364
Prestations en nature			
Personnel bénévole	59 295	35 568	23 727
TOTAL	85 430	49 339	36 091

DOCUMENTS DE SYNTHÈSE 2023

Comptes annuels
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, et des moyens mis en œuvre.

L'association ADSF – Agir pour la Santé des Femmes a pour objet de permettre sans condition à toutes les femmes en situation de grande exclusion de bénéficier d'un accès à des soins et à une « bonne santé » telle que définie par l'OMS (santé sociale, physique et mentale), en organisant des actions favorisant leur accès à des soins adaptés de droit commun à leur genre et à leur parcours de vie.

L'ADSF va à leur rencontre, les accueille et les accompagne afin d'évaluer leurs besoins en santé globale (médicale, psychologique, sociale), leur permettre l'accès aux dépistages et à l'éducation à la santé, les orienter et les accompagner vers les dispositifs de soins de droit commun pour lutter contre les inégalités de santé, la précarité menstruelle et l'amélioration de la santé de genre.

Présentes en Île-de-France et à Lille, ce sont ainsi des équipes mobiles composées de sages-femmes et/ou médecins, de psychologues clinicien.ne.s, de travailleurs sociaux ou encore des femmes Repaires et citoyen.ne.s formé.e.s à la médiation de santé bénévoles et salarié.es qui se rendent auprès des femmes sur leurs lieux de vie (bidonvilles, hôtels sociaux, bois, rue, campements, métro, gares) et/ou qui les accueillent, dans des lieux dédiés spécifiques (accueils de jour) : les « Repaires Santé » de la Porte de Saint-Ouen et de Barbes (Paris) ou encore à Wazemmes (Lille).

L'ADSF organise ainsi des activités permettant aux femmes de répondre à leurs besoins prioritaires dont l'accès par la distribution de kits d'hygiène, notamment des kits d'hygiène menstruelle, ou encore leur mise à l'abri lorsque les femmes rencontrées sont sans abri et en situation de grande vulnérabilité.

Ensuite, les équipes déploient des activités dans le cadre de ces différentes interventions pour permettre à chacune des femmes d'être informée, par des groupes de parole principalement, d'accéder aux dépistages essentiels (cancers féminins, IST, et plus récemment COVID-19) et de bénéficier pour chacune d'entre elles d'un accompagnement médico-psy et social adapté pour favoriser leur accès à des soins et / leur permettre d'accéder à un parcours de soins et de santé.

Dans le souci de sensibiliser la société civile et les professionnels de santé et de la veille sociale à ces problématiques spécifiques, l'ADSF dispose depuis 2021 d'un numéro de déclaration d'activité (NDA) de formation, afin de développer et de proposer des programmes de sensibilisation et de formation aux professionnels qui interviennent auprès des femmes en situation d'exclusion.

L'ADSF s'engage auprès des femmes en revendiquant leurs droits à la santé, sans a priori, quels que soient leurs statuts et leurs situations. L'approche mise en œuvre est celle de « l'empowerment », en effet, l'accompagnement de ces femmes en situation de grande précarité est proposé dans le but de favoriser leur accès aux soins et au-delà de leur permettre de devenir actrice de leur autonomisation.

Ainsi, avec le soutien des équipes de l'ADSF, les femmes accueillies et suivies élaborent leur propre parcours et coconstruisent leur projet. L'ADSF apporte une aide inconditionnelle à toutes ces femmes.

Association féministe, l'ADSF prend en compte les besoins des femmes de manière holistique et genrée. Effectivement, l'approche collective de la santé est encore globalement conduite sans distinction de genre et l'ADSF souhaite se positionner au-delà :

- Les besoins spécifiques des femmes sont encore largement insuffisamment pris en compte (de manière holistique), et en termes de gestion de leur santé, « le corps de la femme n'est pas celui d'un homme comme un autre (Xavier Emmanuelli) ;
- Les problématiques médicales relatives au corps des femmes sont spécifiques compte tenu de leur physiologie ;
- Dans les situations de précarité, de vulnérabilité, les carences de santé sont décuplées.

Si l'ADSF a développé à son origine des actions dans le champ de la gynécologie et de la santé maternelle, les programmes aujourd'hui sont clairement orientés vers la santé du genre féminin dans l'ensemble de ses spécificités.

A cela s'ajoute également la précarité économique qui est reconnue comme un facteur majeur d'inégalité d'accès aux soins.

L'ADSF mène ainsi un travail essentiel qui s'inscrit directement dans la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes dénonçant à la fois une prise en charge inégale mais aussi inadaptée. De plus, dans l'accompagnement de ce public féminin, l'éducation à la santé et aux soins promue par l'ADSF repose sur une égalité de droits.

La défense des droits des femmes est donc une valeur essentielle portée par l'ADSF, replacée plus globalement au cœur de la défense des droits humains s'appuyant sur le premier article de la déclaration universelle des Droits humains : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2023, dont le total est de 956 780,57 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 38 920,71 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période de 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Fonds dédiés

Des subventions, contributions financières et du mécénat affectés par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisés en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix de l'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivants le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

*Matériel de transport et aménagement de véhicules : 5 ans

*Matériel informatique : 3 à 5 ans

*Travaux : 15 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les outils informatiques (ordinateurs et téléphones) dont l'usage est inférieur à 1 an ne sont pas considérés.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Evénements et faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2023 a été une année de transition pour l'ADSF, notamment avec la restitution aux équipes de l'ADSF en avril 2023 de l'audit organisationnel, puis avec la volonté de l'association de sécuriser l'ensemble de ses process internes (comptabilité, gestion, ressources humaines) en enfin avec l'arrivée de la nouvelle Directrice Générale en mai, à qui a été notamment confiée comme feuille de route, les préconisations du rapport d'audit pour mise en œuvre.

Le second semestre 2023 a été marqué par le départ de collaboratrices (équipe opérationnelle) qui n'adhéraient pas à la nouvelle gouvernance, direction et organisation en cours, ce qui a nécessité une forte mobilisation du CA du bureau et de la DG sur les aspects RH durant cette période.

Ces changements ont permis de mettre en place une équipe mobilisée et investie, ce qui a participé grandement en fin d'année, à la reprise des activités et des actions de l'ADSF.

De même, la participation des Femmes Repaires dans les différents espaces de travail et de réflexion a été repensé, afin de les intégrer davantage (réunions, supervisions, groupes de paroles, ateliers...) et ce conformément au projet associatif.

Cette nouvelle dynamique a permis une augmentation significative du niveau d'activité de l'ADSF, avec une augmentation de 29% du nombre de bénéficiaires rencontrées comparativement à 2022.

Du point de vue des bailleurs, tous les financeurs ont été rencontrés par la DG dès sa prise de poste, afin de reprendre contact et de les rassurer, le cas échéant, notamment pour les bailleurs qui n'avaient pas eu de contact avec l'association pendant un certain temps, dans un contexte de vacance de direction. Sauf exception, le soutien des bailleurs historiques de l'ADSF est maintenu et l'image de l'association est intacte au regard des missions conduites et des valeurs portées.

Du point de vue des partenaires opérationnels, des réunions ont été organisées avec en priorité ceux dont les conventions étaient en cours ; l'objectif était de faire le point sur les actions engagées et envisager si besoin leur réajustement selon les constats partagés. Également d'envisager les renouvellements par anticipation pour l'année à venir.

Concernant les locaux de l'ADSF sur les sites parisiens, un travail d'humanisation et de réagencement a été engagé dans les locaux de Barbès, concernant principalement la salle d'accueil, puis le bureau de l'équipe.

Sur le site de St Ouen, c'est un travail d'archivage et de réorganisation du site qui a été réalisé, afin de permettre de disposer d'espaces de travail adaptés aux fonctions supports, et d'envisager la réouverture de ce site à l'accueil du public sur rendez-vous.

Du point de vue des instances associatives, l'année 2023 aura été celle du changement de trésorière, et l'intégration au conseil d'administration de trois nouveaux membres dont une femme repaire.

Evénements postérieurs à la clôture des comptes

Néant.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	14 305	12 875		27 180
- Matériel de transport	51 619			51 619
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 669	22 100	1 599	34 170
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	79 593	34 975	1 599	112 969
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	6 200			6 200
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 040			1 040
Immobilisations financières	7 240	-	-	7 240
ACTIF IMMOBILISE	86 833	34 975	1 599	120 209

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	2 889	1 686		4 575
- Matériel de transport	48 929	3 107	650	51 386
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 360	1 096	948	10 508
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	62 177	5 890	1 598	66 469
ACTIF IMMOBILISE	62 177	5 890	1 598	66 469

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 503 028 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 040	1 040	
Créances de l'actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	501 016	501 016	
Charges constatées d'avance	972	972	
Total	503 028	503 028	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	946
Total	946

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	DOCUMENTS DE SYNTHESE 2023	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau	111 025	63 544						174 569
Excédent ou déficit de l'exercice	63 544	(63 544)		38 921				38 921
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	174 569	0		38 921				213 489

Notes sur le bilan

Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSE AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation							
Ville de Paris 2022-11		60 000				60 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Fondation LE CORDIER 2021-01	20 000		20 000			0	
Fondation Bettancourt Shueller 2022-12	58 000		58 000			0	
'Fondation CHANEL 2022-13	55 000		55 000			0	
Fondation DES FEMMES 2022-14	5 000		5 000			0	
Fondation ULMANN 2022-18	9 000		9 000			0	
Fonds L'OREAL 2024		50 000				50 000	
Ressources liées à la générosité du public							
ESSITY 2022-19	2 000		2 000			0	
ESSITY 2024		25 000				25 000	
WEIGHTWATCHER	10 769		10 769			0	
Institut CERBA 2023-10		37 500				37 500	
Total	159 769	172 500	159 769			172 500	

Notes sur le bilan

Provisions

Autres Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges				
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 969		2 969	0
Total	2 969	-	2 969	-
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice:				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles			2 969	

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 570 791 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunt obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunt (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 392	110 392		
Dettes fiscales et sociales	111 685	111 685		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 880	2 880		
Produits constatés d'avance	345 834	237 500	108 334	
Total	570 791	462 457	108 334	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	11 385
DETTE PROV.CONGES A PAYER	21 887
PERSONNELS AUTRES CHARGES PAYES	5 000
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	12 755
ORGANISMES SOCIAUX AUTRES CHARGES	2 150
Total	53 177

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	972		
Total	972		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
Total			

Notes sur le compte de résultat

Détail concours publics et subvention octroyées

	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement
Union européenne			
Etat		280 352	
Collectivités territoriales		190 000	
CAF			
Autres		15 000	
Total		485 352	

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

	date de l'avantage ou de la ressource	personnalité juridique du contributeur	nature de l'avantage ou de la ressource	caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	mode de paiement	montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Etat						
Total Etat						

L'association n'a pas reçu de financement étranger durant l'exercice 2023.

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	N	N-1
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 091	367
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1 091	367
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	-	-
Résultat financier	1 091	367

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Exploitation	Financier
Transferts de charges d'exploitation	2 615	
Total	2 615	

Notes sur le compte de résultat

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	4 592	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	269	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Autres charges exceptionnelles		
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés		
Créances devenues irrécouvrables		
Dotations provisions réglementées		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		
Produit de cession éléments de l'actif		
Subventions d'investissement virées au résultat		
Reprises provisions risques & charges		2 969
Reprises provisions dépréciation créances		
Reprises provisions réglementées sur immobilisations		
TOTAL	4 861	2 969

Autres Informations

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 822,59 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Dons en nature	26 135	13 771
Prestations en nature		
Bénévolat	59 295	35 568
Total	85 430	49 339
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	26 135	13 771
Prestations		
Personnel bénévole	59 295	35 568
Total	85 430	49 339

Le mode de valorisation de l'activité des volontaires tient compte du temps réel passé par l'ensemble des membres de l'association dans le cadre de leurs activités respectives. Les contributions volontaires peuvent être comptabilisées au compte de résultat suite à un recensement exhaustif.

La valorisation est indexée sur le SMIC.

Tableau des effectifs

	N	N-1
Effectif au 31/12		
Hommes		2
Femmes	14	7
Cadres	11	7
Non cadres	3	2